

LILLE, LE MERCREDI 29 OCTOBRE 2025

AGRICULTURE BIOLOGIQUE : 70 FERMES PERDUES ENTRE 2021 ET 2024 DANS LES HAUTS-DE-FRANCE, LA MAJORITÉ RÉGIONALE DOIT AGIR AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD

Les chiffres relevés par *La Voix du Nord* sont alarmants : 70 fermes bio ont disparu entre 2021 et 2024 dans les Hauts-de-France, et plusieurs milliers d'hectares sont repassés en agriculture conventionnelle. Notre région, pourtant grande terre agricole, reste la dernière de France avec seulement 2 % de surfaces cultivées en bio, bien loin de l'objectif national de 21 % à atteindre d'ici 2030, et encore davantage de l'objectif européen fixé à 25 %. Dans certaines régions, la part du bio approche déjà les 20 %, creusant ainsi davantage l'écart.

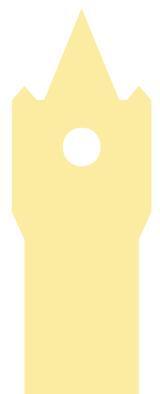
Cette hémorragie traduit l'échec d'une politique nationale et régionale sans vision ni ambition. Oui, il existe un Plan Bio régional. Mais sans moyens suffisants, sans objectifs clairs, et sans accompagnement des producteurs, il ne suffit pas à enrayer la chute d'une filière pourtant essentielle pour notre avenir.

Alors que la consommation repart timidement à la hausse et que des agriculteurs veulent s'engager dans le bio, ils se heurtent à l'absence de débouchés et de soutien public.

La Région ne peut pas rester spectatrice pendant que des exploitations ferment et que des paysans renoncent. Nous, élu-es écologistes, interpellons solennellement la majorité régionale afin qu'elle puisse :

- Soutenir massivement les agriculteurs bio avant qu'il ne soit trop tard ;
- Réhausser les moyens financiers du Plan Bio pour inverser la tendance ;
- Appliquer enfin la loi EGalim : 20 % de produits bio dans la restauration des lycées, contre seulement 3% aujourd'hui.

L'agriculture biologique protège les sols, l'eau, la biodiversité et la santé des habitants. Elle est un pilier de la souveraineté alimentaire et du développement rural durable. Elle est riche en emplois. Chaque ferme bio qui disparaît est une perte pour nos territoires et notre futur.





LES ÉCOLOGISTES
HAUTS-DE-FRANCE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Nicolas Richard, membre de la commission agriculture, constate : *“Alors qu’ils s’étaient tourné vers le bio au moment du Covid, nos concitoyens semblent depuis moins enclins à poursuivre leurs achats dans cette filière. Si les choses s’améliorent, il manque toujours ce socle de consommation collective que la loi exige mais que notre région semble toujours aussi peu volontaire à mettre en œuvre là où elle en a le pouvoir. Pourtant, pour nos agriculteurs comme pour nos lycéens, le respect des textes et des engagements pris permettraient de conforter la filière et offrirait une alimentation saine et locale pour l’intérêt de tous”*

La majorité régionale ne peut plus se contenter de discours : il faut des actes, des moyens et une stratégie claire et volontariste pour sauver le bio en Hauts-de-France. Il en va de notre santé, de notre environnement, et de la dignité de celles et ceux qui nourrissent la région autrement.

Les élu·es écologistes au Conseil régional des Hauts-de-France

DÉLÉGATION ÉCOLOGISTE

**GROUPE «POUR LE CLIMAT, POUR L'EMPLOI»
CONSEIL RÉGIONAL DES HAUTS-DE-FRANCE**

MATTÉO FERRUX - CHARGÉ DE COMMUNICATION

TÉL : 03.74.27.56.34

MATTEO.FERRUX@HAUTSDEFRANCE.FR

